

## CONSOMMATION ET STATISTIQUES

Il est des questions et des thèmes historiques pour le chercheur à la fois attirants par leur sujet et irritants par la difficulté, sinon l'impossibilité, de le saisir de façon complète ou au moins satisfaisante. De ceux-ci est l'étude de la consommation antérieurement au XXe siècle, aux époques pour lesquelles chiffres et statistiques chers à la civilisation contemporaine font le plus souvent défaut. C'est pourquoi il convient de saluer l'audace du comité directeur de l'Association française des Historiens économistes, qui n'a pas craint de mettre au programme du colloque organisé par ses soins à Paris du 4 au 6 octobre dernier, parmi les trois thèmes retenus, d'ailleurs tous fort intéressants, ce vaste problème, fondamental pour une connaissance plus complète de nombreux aspects du temps passé.

Que retenir de cette journée du 4 octobre, entièrement consacrée à ce thème, et pourtant trop courte au gré de nombreux participants qui auraient aimé poser plus de questions, et prolonger davantage les discussions ? Entre, d'abord, un long et minutieux rapport qui sut, à travers l'extrême variété des périodes, des régions et des groupes sociaux analysés, arriver à une présentation claire et intéressante à suivre d'éléments disparates, ensuite, des communications nombreuses, souvent bien remplies en faits et en calculs précis, mais malheureusement connues de la plupart seulement à travers des résumés, et parfois trop brefs, et enfin des interventions orales en général pertinentes, la moisson fut fort riche.

Est-ce à dire qu'elle satisfait entièrement tous ceux qui purent en avoir une part ? Il serait étonnant - et même inquiétant - qu'à un aussi vaste problème une seule enquête, aussi ample et bien menée qu'elle ait été, permette de donner immédiatement une réponse complète et indiscutable. Pour notre part, si nous retenons sans difficulté et comme de grand intérêt une bonne partie des résultats proposés à l'attention des participants, nous voudrions également marquer, plus qu'il

ne fut fait, les limites des réponses apportées, et, surtout, nous devons avouer être très réticent en face de certaines conclusions.

Très intéressants en effet et peu susceptibles d'être sujets à discussion, par leur précision comme par le choix et la valeur des sources utilisées, sont tous les résultats qualitatifs, qu'ils concernent les différents produits employés et consommés tant pour l'alimentation, de loin la plus étudiée, que pour les cadres matériels de vie, moins souvent retracés, ou bien les modes de préparation et d'emploi, ou encore les moments ou les milieux de consommation. Ces résultats sont d'autant plus précieux pour l'historien que, reflétant à la fois la diversité des situations et des traits communs à l'ensemble de l'Europe du Moyen Age au XIXe siècle - la consommation générale des céréales, du vin, de la viande, par exemple -, il lui permettent d'aller bien au-delà de ce qui pourrait n'être considéré que comme un aspect matériel et quotidien des civilisations, et de mieux cerner certains faits essentiels, aussi bien de l'économie - qui dit consommation dit d'abord production, et souvent aussi échanges et transports -, que de la société -, dont les divisions, la hiérarchie et les principales structures apparaissent aussi à travers les différents niveaux de consommation -, et même des mentalités, par les motivations religieuses, ou les interdits et les habitudes de consommation.

Mais la plupart des auteurs de communications ont voulu aller plus loin et aboutir à des résultats quantitatifs, sous la forme, en général, de chiffres des produits consommés, annuellement ou quotidiennement, par tête, à l'intérieur du groupe social considéré, pour au moins quelques produits, les plus importants, ou les moins malaisément accessibles à l'étude. Ce souci du quantitatif, apportant une rigueur mathématique parlante pour nos esprits rationnels d'hommes du XXe siècle, ne saurait être rejeté, à la condition, cependant, - essentielle et soulignée seulement par une partie des auteurs - d'accepter de reconnaître qu'il ne peut le plus souvent s'agir que de chiffres indicatifs, compte tenu des facteurs nombreux qui peuvent fausser profondément les calculs ; c'est ainsi que, malgré

les apparences, nous saisissons souvent très mal la valeur réelle des mesures anciennes, qui, sous de mêmes noms et entre des lieux tout proches, pouvaient varier dans des proportions considérables ; nous sommes dans l'impossibilité de connaître véritablement la proportion de produits acquis réellement consommés, entre la faiblesse des techniques de conservation, les destructions par les insectes et les rongeurs, la fraude et les vols domestiques, le gaspillage à la préparation et sur la table ; bien souvent, nous ignorons, même pour des groupes numériquement restreints, le nombre exact de consommateurs. N'accumulons pas les raisons de défiance de ce genre, mais convenons que, même si ces différentes sources d'erreurs et d'approximations ne jouent pas toutes dans le même sens et ensemble, il paraît plus prudent de considérer les chiffres de consommation comme des ordres de grandeur, et non comme absolument précis - du moins si l'historien veut rester plausible et rigoureux.

D'autant plus que très vite apparaissent des limites à une connaissance chiffrée en matière de consommation individuelle. C'est d'abord le problème posé par l'emploi de la moyenne par tête ; acceptable pour un groupe social étroit, les malades de l'hôpital royal de Guadix, les Quinze-Vingts, ou très homogène, les soldats des garnisons espagnoles en Sicile, les habitants d'un couvent ou d'un séminaire, les journaliers agricoles d'un grand domaine, elle a beaucoup moins de signification lorsqu'il s'agit de groupes partagés en niveaux sociaux différents, à plus forte raison d'une ville entière, quand on se souvient que dans ces économies et ces sociétés pré-industrielles, comme dans les pays sous-développés actuels, l'éventail des revenus, donc des consommations, était encore plus largement ouvert que dans nos sociétés modernes. Et même si, en matière de consommation alimentaire, l'écart entre le misérable et le favorisé du sort ne peut, pour des raisons physiologiques, être quantitativement trop considérable, il n'en sépare pas moins des vies qui n'ont rien en commun - et parfois il sépare la vie de la mort.

Une deuxième limitation, bien plus ample, à la possibilité de saisir

les réalités en ce domaine apparaissent rapidement, du reste relevée à plusieurs reprises au cours du colloque. Elle tient aux sources, dès lors qu'il s'agit d'atteindre le quantitatif et de ne pas se contenter du qualitatif. Il est en effet possible de connaître - plus ou moins approximativement - les quantités de produits consommés par l'ensemble d'une ville bien enserrée dans ses remparts ou sa ligne d'octroi, ou par un groupe social bien déterminé, en général privilégié par sa place dans la société ou au moins par les sources dont on dispose - des nobles, des séminaristes, des soldats, des lycéens, les journaliers agricoles d'un domaine. Mais il faut avouer que, pour ce qui est du quantitatif, tous les autres échappent, c'est-à-dire, en ces civilisations rurales, la plus grande part de la population.

Elle échappe d'autant plus à l'historien que celui-ci ne peut mettre la main sur ces chiffres tant recherchés que pour autant qu'il a affaire à une économie où intervient l'argent, où le consommateur achète, paie des taxes, est encadré et contrôlé par une administration qui veille à son bon ravitaillement. Or non seulement la masse de la population vivait alors en autosubsistance, par essence difficilement saisissable quantitativement, mais elle ne vivait même pas complètement en économie de récolte. On a beaucoup trop sous-estimé, en général, le rôle, dans ces sociétés d'ancien régime et jusqu'au XIXe siècle, de ce qu'on peut appeler, au sens très large du terme, la cueillette, qui transparaît à travers les textes de l'époque en période de disette - lorsque les gens survivent avec l'aide des fruits sauvages, des "herbes" des champs, de la chasse -, mais dont il serait erroné de croire qu'elle était méprisée en temps ordinaire. Quiconque a connu en profondeur, par exemple, les campagnes françaises du XXe siècle, avant les grands bouleversements qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale, mécanisation, spécialisation, exode rural, sait quel rôle y tenait, de façon très traditionnelle, et de plus en plus en descendant l'échelle sociale, l'appel aux ressources gratuites de la nature. Or les sources font clairement apparaître, pour les périodes antérieures, des faits du même ordre ; cueillette de plantes et de fruits non cultivés, pratique de la chasse

et de la pêche, même interdites et réservées à des groupes privilégiés, élevage des "mouches à miel" - sans oublier, en dehors du domaine alimentaire, le recours systématique, et insaisissable à l'historien, au bois, à la terre, à la pierre, pour la construction de l'habitat et la fabrication du mobilier, des ustensiles de ménage, des outils - . Toutes pratiques qui ne se traduisaient sans doute pas par une augmentation quantitative très importante des chiffres de consommation, mais permettaient cependant de les modifier, et surtout de diversifier très sensiblement le régime alimentaire, en lui apportant, en particulier par la consommation de plantes et de fruits crus, les éléments qui auraient fait défaut à un régime trop centré sur les céréales, et dans une moindre mesure, sur la viande, et en diminuant sans doute ainsi les maladies par carence.

Que ces remarques ne soient cependant pas comprises comme un refus ; à condition d'en bien voir les limites, et les difficultés pour arriver à une précision réelle, l'analyse quantitative de la consommation présente un grand intérêt, et fournit une base, au moins comme ordre de grandeur. Il n'en est pas de même, à notre avis, quand on veut aller plus loin dans la précision et apporter des calculs de ration alimentaire en calories, en vitamines et en oligo-éléments, comme certaines communications l'ont essayé, poussant parfois le décompte quotidien jusqu'au centième de calorie, au centième de milligramme d'éléments minéraux, et au millième de milligramme de vitamine.

A supposer en effet qu'on parvienne de façon indiscutable à exprimer par des chiffres précis le poids d'une ration alimentaire quotidienne - ce qui n'est guère possible que pour des individus appartenant à des groupes sociaux restreints et bien définis, donc pour une minorité -, reste le problème de la composition de cette ration. Or est-il scientifiquement acceptable de faire appel pour la calculer, à des tables de composition modernes, quand il s'agit de produits agricoles de type ancien, dont nous ne connaissons pratiquement pas les caractères réels ?

Nous regrettons d'avoir à dire que nous ne le pensons pas, et les arguments

ne manquent pas. Comment, par exemple, peut-on indiquer les quantités fournies et la proportion de protides et de lipides contenues dans la viande, dans le lait et les produits laitiers, dans les oeufs, provenant de bêtes dont nous ne savons ni les caractères physiques, ni la nourriture - ou plutôt dont nous pouvons supposer que pas ou peu sélectionnées, jusqu'au XIXe siècle, mal nourries, mal soignées, employées, au moins pour les bovins, aux travaux agricoles, elles n'avaient que de lointains rapports avec les espèces élevées actuellement, et qu'elles se rapprochaient davantage - l'hypothèse est au moins aussi valable - du bétail et de la volaille des pays sous-développés, ou au moins des bêtes poussant à l'état semi-sauvage telles qu'on en rencontre encore dans les forêts corses ou les collines sardes ? Comment peut-on calculer les quantités de protides et de glucides, de vitamines et d'éléments minéraux apportées par des plantes quand on ne connaît avec certitude ni les variétés et leurs caractères physiques, ni les éléments fertilisants qu'on mettait à leur disposition, ou plutôt quand on sait qu'elles n'étaient que très peu ou pas du tout sélectionnées, que les engrais manquaient pour rendre aux sols les éléments dont la culture les privait peu à peu, qu'elles étaient conservées le plus souvent dans des conditions déplorables qui modifiaient leur composition ? Comment encore fixer le nombre de calories procurées par le vin quand on ignore sa teneur exacte en alcool, qui précisément fournit ces calories, et peut varier dans des proportions très sensibles selon les espèces, selon les régions, selon l'exposition de la vigne, selon les années ?

Arrêtons ici les objections, qui pourraient être multipliées. Il est peu douteux qu'il est impossible de savoir de façon certaine et indiscutable les caractères physiques précis des espèces animales et végétales qui servaient de base à l'alimentation humaine jusqu'au XIXe siècle, et qu'on ne peut pas valablement aboutir à des conclusions chiffrées sur leur apport énergétique - sinon en multipliant les hypothèses de base et les postulats a priori pour pouvoir partir de chiffres en apparence assurés.

Dira-t-on alors que des tableaux de ration alimentaire quotidienne pour

les civilisations antérieures au XXe siècle sont utiles, en fournissant des éléments de comparaison et des ordres de grandeur ? Certes, à condition de les proposer comme tels. Mais alors pourquoi présenter comme sûrs et précis des chiffres qui ne le sont pas, qui ne peuvent l'être ? Pourquoi calculer à la calorie et au milligramme de vitamines quand les résultats ont beaucoup de chances d'être approximatifs à 50 % près - quand ils ne sont pas totalement viciés à la base ? Lorsqu'on part de bases de calcul aussi incertaines, la première qualité de l'historien est d'abord la prudence.

C'est d'ailleurs sur ce terme que nous voudrions conclure. Il faut féliciter à nouveau le Comité directeur des Historiens économistes d'avoir lancé une enquête sur la consommation. Il faut redire le très grand intérêt des résultats proposés.

Mais il faut aussi souligner qu'on doit savoir reconnaître la limite des sources et des affirmations qu'on en peut tirer, qu'il est discutable d'analyser les faits fondamentaux des civilisations passées en s'appuyant sur des critères valables pour l'époque actuelle, qu'il l'est encore plus de présenter comme sûrs des tableaux de chiffres qui ne sont que possibles et ont au moins autant de chances d'être faux que de correspondre à la réalité. Il existe, pour l'histoire économique et sociale passée, suffisamment de sources chiffrées indiscutables à exploiter pour qu'on ne sollicite pas de façon risquée celles qui sont incomplètes ou imprécises. Pour autant qu'on le sache, Clio était naturellement assez belle pour n'avoir pas besoin de recourir à des artifices.

Bernard BONNIN.